UN PACTE EUROPÉEN POUR LES COMPÉTENCES : LE FONDS SPINELLI

L'Europe peut conforter la monnaie unique tout en agissant au plus près des citoyens les plus affectés en cas de crise économique. En finançant une année d'étude ou d'apprentissage à des jeunes, des chômeurs, des réfugiés, le « Fonds Spinelli » en serait une illustration concrète.

Depuis 2008, la zone euro a engagé des réformes importantes, pour autant, les causes profondes de la mauvaise gestion de la crise financière n'ont, à ce jour, été que partiellement et insuffisamment corrigées. C'est le cas, en particulier, de l'absence de pilotage macroéconomique d'ensemble qui s'est traduite par un resserrement budgétaire trop précoce et mené en ordre dispersé par les États membres lorsque le spectre de la crise s'est éloigné. Les conséquences en ont été dramatiques : un nouveau plongeon dans la récession avec plusieurs dizaines de millions de chômeurs supplémentaires et des centaines de milliards d'euros de dettes publiques additionnelles, qui plombent désormais la majorité des économies de la zone euro.

Pour éviter la répétition d'une telle erreur de politique économique aux conséquences désastreuses, il faut instituer un budget de la zone euro qui puisse venir en aide à un ou plusieurs pays en proie à une crise économique afin de contrer celle-ci et d'éviter la contagion. Les propositions en ce sens se concentrent à ce jour sur l'instauration d'une assurance chômage européenne qui aurait le mérite d'exercer cette force équilibrante, en offrant une solidarité européenne dans un domaine très concret pour les citoyens.

Financer une année d'étude ou d'apprentissage

Il est un autre domaine où ces deux propriétés pourraient être alliées : celui des compétences et de la formation. Pour ce faire, l'Europe devrait lancer un dispositif simple et permanent, à même d'être amplifié rapidement en cas de choc économique : le « fonds Spinelli » du nom d'un des pères fondateurs de l'Europe. Avec la garantie conjointe des États, le fonds emprunterait sur les marchés les sommes nécessaires pour financer une année d'étude ou d'apprentissage pour les jeunes, les chômeurs, les salariés des entreprises confrontées à un surplus temporaire de main-d'œuvre afin d'éviter leur licenciement, ainsi que pour les réfugiés. Les bénéficiaires eux-mêmes rembourseraient le fonds par le biais d'une taxe spécifique modeste sur leurs revenus futurs à la condition que ceux-ci dépassent le salaire minimum mensuel.

© GP Photography / Fotolia.com

Les formations seraient dispensées par des institutions éducatives et de formation professionnelle sélectionnées via un appel à projet européen. Elles cibleraient des emplois en tension et des besoins non satisfaits des entreprises dans certaines compétences, par exemple la gestion des données de masse ou le codage. Le diplôme obtenu serait valide dans toute l'Europe ce qui faciliterait la mobilité.

Ce dispositif à l'œuvre en temps normal dans l'ensemble de l'Union européenne pourrait monter en puissance dans un pays affecté par un ralentissement économique sévère. Ainsi, en injectant plusieurs milliards d'euros dans l'économie par l'inscription dans des formations de centaines de milliers de personnes supplémentaires en quelques mois, le fonds contribuerait à stabiliser un pays frappé par la crise.

Grâce à cette initiative, les pays de la zone euro pourraient rapidement activer un mécanisme européen de solidarité qui interviendrait directement en cas de difficultés économiques dans la vie quotidienne des personnes en leur ouvrant des perspectives professionnelles nouvelles. Le fonds permettrait de lutter contre le chômage de masse en période de récession tout en améliorant le niveau de compétence des plus vulnérables, avec des effets positifs sur la reprise. Il offrirait également un mécanisme souple d'ajustement de l'emploi pour les entreprises dans les périodes difficiles sans déperdition de savoir-faire ni de main-d'œuvre, mais au contraire en les améliorant.

C'est en avançant vers de telles initiatives que l'Europe pourra résoudre les difficultés auxquelles elle fait face du fait de l'architecture incomplète de la monnaie unique, tout en apportant un soutien très concret à l'ensemble des citoyens les plus durement frappés par la crise.

Par **Vincent Aussilloux**, *chef du département Économie de France Stratégie*